

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DU 24 FEVRIER 2023 A 14h00**

M. Marc BRIDOUX, Président de la Communauté de Communes du Ternois, souhaite la bienvenue aux Membres présents et remercie Mme Danielle VASSEUR, Maire de Saint-Pol-sur-Ternoise pour la mise à disposition de la salle.

Tous les membres en exercice sont présents à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, Mme Solweig OBIN de Frévent, M. Mickaël POILLION d'Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, M. Bruno GUILBERT de St Pol sur Ternoise, M. René GRANDSIR de St Pol sur Ternoise. M. Denis DEQUIDT de Ramecourt était présent, mais n'a pas souhaité prendre part au vote.

EN EXERCICE : 133    PRESENTS : 125    POUVOIRS : 18    VOTANTS : 124

Le quorum est atteint.

**ADOPTION DU PROCES VERBAL DU DERNIER CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

M. BRIDOUX soumet à l'approbation des Membres le procès-verbal de la séance du conseil communautaire du 13 décembre 2022.

Les Membres approuvent à la majorité ce procès-verbal.

\*\*\*\*\*

M. Guillaume GAY de TERNAS est désigné secrétaire de séance.

**DELIBERATION RELATIVE A L'ELECTION DU VICE-PRESIDENT EN CHARGE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

Par délibération n°02 en date du 15 juillet 2020, le Conseil Communautaire a fixé comme suit la composition du Bureau Communautaire de la Communauté de Communes du Ternois :

- Le Président
- Douze (12) Vice-Présidents.

Suite à la démission de M. Benoît DEMAGNY de sa fonction de Vice-Président prenant effet à la date du 1<sup>er</sup> décembre 2022, il convient de procéder à une élection pour le remplacer au sein du bureau communautaire de la Communauté de Communes du Ternois.

Il est proposé :

- De maintenir à douze (12) le nombre de Vice-Présidents de la Communauté de Communes du Ternois
- De décider que le candidat élu prendra automatiquement place à la suite des Vice-Présidents déjà élus et en poste, les Vice-Présidents en poste remontent automatiquement d'un rang
- De procéder à l'Election du nouveau Vice-Président
- De donner tous pouvoirs au Président pour les applications pratiques de la présente délibération.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à la majorité cette délibération.

**ELECTION DU 12<sup>ème</sup> VICE-PRESIDENT EN CHARGE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

Vu les articles L.2122-10, L.2122-7, L.2122-7-1 applicables sur renvoi de l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

L'élection du Vice-Président est réalisée par un vote à scrutin uninominal secret, à la majorité absolue des suffrages exprimés aux 2 premiers tours et à la majorité relative au 3<sup>e</sup> tour, en cas d'égalité, le candidat le plus âgé est élu.

Sous la présidence de M. BRIDOUX, il est procédé à l'élection du 12<sup>ème</sup> Vice-Président. 3 bureaux de vote sont mis en place avec 4 scrutateurs par bureau de vote.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2122-10, L. 2122-7, L. 2122-7-1 applicables sur renvoi de l'article L.5211-2,

#### Election du 12<sup>ème</sup> Vice-Président en charge du Développement Economique.

Le Président demande aux délégués s'il y a des candidats.

M. André GENELLE se déclare candidat à ce poste.

Candidat : **Monsieur André GENELLE**

Premier tour de scrutin :

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- Nombre de bulletins : 124
- Bulletins blancs ou nuls : 26
- Suffrages exprimés : 98
- Majorité absolue : 50

Monsieur André GENELLE a obtenu 98 voix.

Monsieur André GENELLE, ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamé 12<sup>ème</sup> Vice-Président de la Communauté de Communes du Ternois en charge du Développement Economique et installé immédiatement dans ses fonctions.

Monsieur André GENELLE a déclaré accepter d'exercer cette fonction.

#### **RAPPORT DES ACTIONS ENTREPRISES AU 31/12/2022 A LA SUITE DES OBSERVATIONS DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES**

Lors du Conseil Communautaire en date du 24 février 2022, le rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes avait été présenté à l'assemblée.

Mme Laurence THERET, Directrice Générale des Services prend la parole.

Des actions ont été mises en œuvre pour répondre aux rappels et recommandations formulés par la CRC.

L'article L. 243-9 du code des juridictions financières dispose que « dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes ».

**RAPPORT**  
**Actions entreprises au 31 décembre 2022**  
**à la suite des observations**  
**de la Chambre Régionale des Comptes**

**RAPPEL des RECOMMANDATIONS issues du RAPPORT  
D'OBSERVATIONS DEFINITIVES DE LA CRC**

**3 RAPPELS AU DROIT (régularité)**

**5 RECOMMANDATIONS (performance)**

### 3 RAPPELS AU DROIT (RÉGULARITÉ)

RAPPELS AU DROIT	PAGE RAPPORT CRC	PAGE REPONSE TERNOISCOM
Rappel au droit n°1 : débattre et délibérer sur la mise en place d'un pacte de gouvernance et de la conférence des maires, conformément aux dispositions des articles L. 5211-11-2 et L. 5211-3 du code général des collectivités territoriales	24	11
Rappel au droit n°2 : renforcer l'information de l'assemblée délibérante et du citoyen en se conformant aux dispositions des articles L. 2312-1, L. 2313-1 et D. 2312-3 du code général des collectivités territoriales	26	11 à 12
Rappel au droit n°3 : inscrire dans les documents budgétaires des restes à réaliser tels que définis à l'article R. 2311-11 du code général des collectivités territoriales	28	12

3

#### Rappel au droit n°1

Débattre et délibérer sur la mise en place d'un pacte de gouvernance, dont la mise en place est facultative et de la conférence des maires, conformément aux dispositions des articles L. 5211-11-2 et L. 5211-3 du CGCT.

4

## ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Trois conférences des maires ont été organisées en 2022 :

- Deux réunions à l'échelle de TERNOISCOM (17/02 et 12/05/2022)
- Une réunion à l'échelle du PETR TERNOIS - 7 VALLEES (29/06/2022)

5

## Rappel au droit n°2

Renforcer l'information de l'assemblée délibérante et du citoyen en se conformant aux dispositions des articles L. 2312-1, L. 2313-1 et D. 2312-3 du code général des collectivités territoriales.

[Article L2312-1 - Code général des collectivités territoriales- Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](#)

[Article L2313-1 - Code général des collectivités territoriales- Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](#)

[Article D2312-3 - Code général des collectivités territoriales- Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](#)

6

## ACTIONS MISES EN ŒUVRE

L'information a été renforcée à partir des éléments suivants :

- éléments relatifs à la dette complétés lors du débat d'orientations budgétaires.

- éléments relatifs aux dépenses de personnel complétés

- note et rapport d'orientations budgétaires ont été publiés sur le site internet de la communauté de communes du Ternois.

7

## Rappel au droit n°3

Inscrire dans les documents budgétaires les restes à réaliser tels que définis à l'article R. 2311-11 du code général des collectivités territoriales.

Article R2311-11 - Code général des collectivités territoriales- Légifrance ([legifrance.gouv.fr](http://legifrance.gouv.fr))

8



## ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Les restes à réaliser ont été définis et repris dans les documents budgétaires tels que définis à l'article R. 2311-11 du code général des collectivités territoriales.

9

### 5 RECOMMANDATIONS (PERFORMANCE)

RECOMMANDATIONS	N° PAGE RAPPORT CRC	N° PAGE REPONSE TERNOISCOM
Recommandation n°1 : Poursuivre l'élaboration du projet commun de développement en associant les communes membres et en le complétant d'objectifs opérationnels et d'indicateurs	12	5 à 6
Recommandation n°2 : Poursuivre les démarches de mutualisation en adoptant un schéma et en rendant compte à l'assemblée délibérante de leur impact sur les effectifs et des dépenses de fonctionnement de l'intercommunalité de ses communes membres	12	6
Recommandation n°3 : Délibérer sur l'exercice de la compétence « création, aménagement et entretien de la voirie ».	18	8
Recommandation n°4 : améliorer le contenu du rapport d'activité, notamment en chiffrant les moyens financiers consacrés à l'exercice des compétences	19	9
Recommandation n°5 : délibérer sur la réalité de la situation financière de l'établissement et la définition de nouveaux axes stratégiques de financement de la politique menée.	42	18

## Recommandation n°1

Poursuivre l'élaboration du projet commun de développement en associant les communes membres et en le complétant d'objectifs opérationnels et d'indicateurs.

11

## ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Mise en place de 4 commissions dans le cadre du SCOT dans lesquelles les Maires sont associés pour définir les enjeux du territoire et la co-construction du futur programme d'aménagement stratégique sur les thématiques suivantes : aménagement du territoire et perspectives, cadre de vie, développement économique et attractivité territoriale, transition écologique et énergétique

Participation des Maires à la co-construction du Plan de Mobilité Simplifié et Schéma Directeur des Modes Actifs

Mise à jour du projet de territoire présenté en conseil communautaire

12



## 1. CONTRIBUER AU MAINTIEN ET AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI DURABLE SUR LE TERNOIS

- **GUICHET UNIQUE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU TERRITOIRE** : Renforcer l'implication des différents acteurs économiques pour développer l'employabilité à l'image du guichet unique et du réseau de partenaires TERNOISCOM ENTREPRISES et aussi pour favoriser l'emploi durable en zone de revitalisation rurale par la mobilisation d'exonération conjointement réalisée par Ternois Com et par l'ADEFI-Mission Locale ;
- **ACCOMPAGNEMENT ET ACCUEIL** pour le maintien, le développement et la transmission des ENTREPRISES et des ACTIVITES ECONOMIQUES sur le TERRITOIRE avec un maillage d'**Hôtels d'entreprises** et de création d'**espaces de coworking** sur l'ensemble du Territoire. Engagement de TERNOISCOM dans différentes opérations et dispositifs : **BOUTIQUES A L'ESSAI**, accompagnement du commerce dans le cadre d'opérations au titre du **FISAC**, recensement et observatoire des **friches commerciales**.
- **DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE** :
  - o REV3 Recrutement de Jeunes Pousses en partenariat avec la CCI,
  - o Mise en place et développement d'une plateforme de commerce local « **ACHETEZ TERNOIS** » en partenariat avec les Commerçants, les Artisans, les associations du Territoire avec accompagnement et formation à l'utilisation et au développement de la plateforme
  - o Acquisition foncière et aménagement de l'extension de la ZI nord de St Pol s/Ternoise
  - o Création d'un Hôtel d'Entreprises à PERNES
- **FORMATION PROFESSIONNELLE** : Création d'un Hôtel de la Formation Professionnelle en partenariat avec la Ville de Saint Pol sur Ternoise et l'ADEFI-Mission Locale du Territoire ;
- **INSERTION SOCIALE** : Valorisation de la clause d'insertion sociale dans les appels d'offres des marchés publics
- **ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE** : Le financement et le travail partenarial en soutien aux activités de l'ESS et des structures d'insertion par l'activité économique telles que AILES à Auxi-le-Château ou ATRE à Saint-Pol-sur-Ternoise ;
- **VALORISATION ET DEPLOIEMENT DES CIRCUITS COURTS** : Dans une logique d'incorporation aux enjeux du développement durable dans l'alimentation des habitants : réflexions sur les circuits courts, ou d'autres projets menés à l'échelle du PETR Ternois-7 Vallées et à destination de la restauration collective scolaire ainsi que des autres structures publiques souhaitant s'intégrer dans la démarche ;
- **TOURISME/PATRIMOINE** :
  - o Faire du Tourisme un véritable levier économique à partir des atouts du Territoire (Donjon de Bours, Circuit de Croix, Jardins, Rivière...) et
  - o Développer les partenariats avec les territoires voisins : adhésion à la SPL Arras-Pays d'Artois et Conventions de gestion du TOURISME et du DONJON de Bours avec la SPL Arras-Pays d'Artois
  - o Aménagement d'un Gardin Médiéval au Donjon de Bours

13

## 2. CONFORTER L'OFFRE DE SERVICES RÉPONDANT AUX BESOINS DES HABITANTS DU TERNOIS

- **ACCUEIL & ACCOMPAGNEMENT DU PUBLIC DANS LEURS DEMARCHES** : Mise en place et animation de deux Maisons France Services (MFS) : une MFS fixe (St Pol s/Ternoise) et une mobile (Frévent, Pernes, Auxi, Anvin, Gennes Iverny, Œuf en Ternois)
- **PETITE ENFANCE** : revisiter les besoins de création d'une structure petite enfance à Auxi-le-Château dans les espaces déjà prévus au TIERS LIEU (ex oare) à partir d'une enquête (CAF MSA DEPARTEMENT TERNOISCOM)
- **NUMERIQUE & CULTURE** :
  - o Développement sur TERNOISCOM de tiers-lieux incluant le réseau de lecture publique, les sites de l'école de musique, l'animation culturelle et permettant l'accompagnement de tous les publics aux usages du numérique avec le déploiement de la fibre sur tout le territoire.
  - o Aménagement du TIERS LIEU d'Auxi le Château : Ecole De Musique, Petite Enfance, Permanences Administratives, location bureau-salle de création-coworking

14

- Rétrocession d'une partie du Quai de Gare sur TIERS LIEU d'Auxi par le Département avec prise en charge réfection chaussée
- Médiathèques : Etude sur la mise en œuvre d'un CONTRAT TERRITOIRE DE LECTURE
- Aménagement d'un TIERS LIEU CULTUREL à St Pol s/Ternoise (ex LIDL) : Etude de programmation et travaux
- Programmation culturelle
- **EQUIPEMENTS SPORTIFS et DE LOISIRS :**
  - Rénovation de la piscine de Frévent
  - Construction d'une Salle de Sports intercommunale à Frévent
  - Aménagement d'un terrain de football intercommunal en gazon synthétique à St Pol s/Tse
- **MOBILITE :**
  - Mise en place de hubs de mobilité, d'aide à la location de véhicules, d'aires de covoiturage et réflexion sur l'évolution du transport à la demande sur le territoire
  - Prise de compétence « AUTORITE ORGANISATRICE DE LA MOBILITE » : Schéma de mobilité simplifié et programme d'actions pluriannuel en cours d'élaboration
  - Véloroute en partenariat avec le département et les communes du territoire

### 3. LA PRESERVATION ET LA VALORISATION DU CADRE DE VIE DE CE TERRITOIRE RURAL

#### - LUTTE CONTRE L'EROSION ET LES INONDATIONS :

Instauration de la TAXE GEMAPI pour accompagner le financement des travaux de lutte contre les inondations compte-tenu de la diminution d'intervention de l'Agence de l'Eau

TRAVAUX dans le cadre de la GEMAPI :

MAITRISE DES RUISSELLEMENTS – GESTION DES OUVRAGES D'HYDRAULIQUE DOUCE

- Nouveaux ouvrages sur l'ex-Saint-Polois
- Autres ouvrages hydraulique douce à créer secteur Conchy/Froideval/Ambricourt
- Entretien des nouveaux ouvrages créés

MAITRISE DES RUISSELLEMENTS – GESTION DES OUVRAGES SEMI-STRUCTURANTS

- Création d'ouvrages d'hydraulique structurante Lisbourg-Gribauval, Wathieumetz, Foufflin-Ricametz, Froideval-Ambricourt-Gauchin, Conchy-Flers-Monchel-Hélicourt-Boubers

15

- Entretien des ouvrages semi-structurants existants et autres projets structurants secteur SYMCEA
- Entretien des ouvrages semi-structurants existants et autres projets structurants secteur SYMSAGEL

Labellisation du PAPI CANCHE en 2022 : programme d'actions et de prévention des inondations.

- **AMENAGEMENT DE LA RD 916 A HERLIN-LE-SEC ET D'UNE VOIE PIETONNE :** pour un accès sécurisé à la ZAC « PARC DES MOULINS » et dans le cadre du projet d'implantation de la future gendarmerie
- **ECHANGEUR CROISSETTE, CROIX :** réflexion avec l'aménagement d'une zone face au SDIS
- **MESURES NOUVELLES EN MATIERE D'HYDRAULIQUE DOUCE :** Réflexion et sensibilisation sur la mise en œuvre, le suivi et le partage des résultats des premières expérimentations dont l'opportunité d'accompagner le développement de la culture du miscanthus
- **DECHETS/TRI & VALORISATION :**
  - Extension des consignes de tri pour une valorisation et un recyclage des déchets
  - Réflexion sur la mise en place expérimentale de la gestion des biodéchets
- **CADASTRE SOLAIRE**
- **TRANSITION ENERGETIQUE & PCAET :** Planification, à la fois stratégique et opérationnelle, sur l'ensemble de la problématique air-énergie-climat du territoire autour de 5 axes : Agriculture – Mobilité – Développement Economique - Aménagement du Territoire – EnR (énergies renouvelables)

### 4. CONTRIBUER A L'AMELIORATION DU BIEN-VIVRE DES HABITANTS

- **PARENTALITE :** Etayage des compétences parentales dans le cadre de programme d'accompagnement et de soutien à la parentalité.
- **SECURITE ET PREVENTION DE LA DELINQUANCE :** Actions en faveur de la lutte contre les violences intrafamiliales notamment avec la pérennisation du poste de l'intervenante sociale en gendarmerie, déploiement de la vidéosurveillance du trafic routier, sécurité routière, développement de la citoyenneté, chantiers bénévoles et de réparations

16

- **HABITAT LOGEMENT** : Nouvelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat, Espace-Info-Energie
- **SANTE** : Amélioration de l'accès aux soins et la prévention en matière de santé, notamment au travers du contrat local de santé de Ternois Com, de la mise en place d'actions de préventions, notamment au sein d'équipements pluridisciplinaires adaptés comme les maisons de santé d'Anvin, d'Auxi-le-Château et de Gauchin-Verloingt.
- **SCHEMA SCOLAIRE** : L'accompagnement des communes dans une réflexion partagée sur le devenir des écoles en milieu rural en tant que facilitateur d'une démarche à l'échelle du territoire et portant notamment sur : l'évolution du schéma scolaire rural collège/écoles Primaires et l'anticipation des futurs besoins du territoire ;

17

## **POLITIQUES PUBLIQUES LES PLUS STRUCTURANTES DU PROJET DE TERRITOIRE DE TERNOISCOM**

(LA TRANSITION ECOLOGIQUE ETANT TRANSVERSALE)

1. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE & FORMATION
2. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
3. MOBILITE
4. HABITAT
5. URBANISME & ENVIRONNEMENT
6. ENFANCE & JEUNESSE
7. NUMERIQUE CULTURE & LOISIRS
8. SECURITE & SANTE
9. ACCESSIBILITE/EQUIPEMENTS ET SERVICES PUBLICS

18

## Recommandation n°2

Poursuivre les démarches de mutualisation en adoptant un schéma et en rendant compte à l'assemblée délibérante de leur impact sur les effectifs et des dépenses de fonctionnement de l'intercommunalité et de ses communes membres.

19

## ACTIONS MISES EN ŒUVRE

**Les démarches de mutualisation avec les communes ont été poursuivies notamment au niveau :**

**ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE et SERVICES :**

société ITECH signé le 17/02/2022. Notifié le 17/02/2022. Durée du marché : 2 ans.

**VERIFICATION, MAINTENANCE et FOURNITURES D'EQUIPEMENTS DE SECURITE**

Chronofeu signé le 04/10/2021. Notifié le 04/10/2021. Valable 4 ans.

**ACQUISITION DE DÉFIBRILLATEURS :**

Société FND CardioCourse signé le 14/04/2022. Notifié le 14/04/2022. Durée du marché : 4 ans

20

## ACTIONS MISES EN ŒUVRE

### DEMARCHES DE MUTUALISATION (suite):

- Poursuite du dispositif d'attribution de fonds de concours auprès des communes mis en place depuis le 08/12/2021.
- Mise en place de la lutte contre les frelons asiatiques : acquisition de pièges pour les communes et étude d'une prestation de service auprès des communes pour la destruction des nids.
- VIDEO-PROTECTION : → Travail partenarial avec la Centrale d'achats du Syndicat Mixte La Fibre Numérique 59-62 dans le cadre de la convention d'adhésion pour prestations, services et fournitures en matière de vidéo-protection. (Délibération en date du 18/10/2022)
  - Réflexion sur la mise en place d'un groupement de commande complémentaire à cette centrale d'achats

21

## Recommandation n°3

Délibérer sur l'exercice de la compétence  
« création, aménagement et entretien de  
la voirie ».

22

## ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Le Conseil Communautaire de TERNOISCOM a redélibéré sur cette compétence le 24 mars 2022 ainsi que les communes membres.

Compte tenu des conditions de majorité qualifiée remplies, les compétences de la Communauté de Communes du Ternois ont été mises à jour par arrêté préfectoral en date du 02 août 2022.

23

## Recommandation n°4

Améliorer le contenu du rapport d'activité, notamment en chiffrant les moyens financiers consacrés à l'exercice des compétences.

24

## ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Le rapport d'activités a été amélioré et simplifié afin de permettre une meilleure information et communication de l'action de l'intercommunalité auprès de nos communes

25

## Recommandation n°5

Délibérer sur la réalité de la situation financière de l'établissement et la définition de nouveaux axes stratégiques de financement de la politique menée.

26



## ACTIONS MISES EN ŒUVRE

La réalité de la situation financière de la collectivité a été délibérée lors du vote des Comptes Administratifs 2021 et la définition de nouveaux axes stratégiques de financement de la politique menée lors du vote des Budgets Primitifs 2022 avec notamment la mise en place de la GEMAPI sur cet exercice.

Par ailleurs, il semble important de mettre en avant que le recours anticipé à l'emprunt à des taux d'intérêt très attractifs effectué en 2020, s'avère aujourd'hui une bonne décision au vu de la conjoncture actuelle et de l'augmentation des taux d'intérêts.

27

Les membres du Conseil Communautaire prennent acte de ce rapport des actions entreprises au 31/12/2022.

### INFORMATION ET PRISE D'ORIENTATIONS SUR LA MOBILITE EN TERNOISCOM

M. BRIDOUX rappelle que jusqu'en décembre 2022, date de cessation de son activité, l'association LIEN PLUS assurait pour le compte de TERNOISCOM un service de transport à la demande partiel (usages et usagers limités).

Aussi, conscients du besoin de la population, une réflexion et des échanges ont été engagés, dans le cadre de notre compétence Autorité Organisatrice de Mobilité, en partenariat avec Fabrice DEHAENE, Directeur de l'ADEFI, KEOLIS délégataire de transport pour le compte de la Région HAUTS de France et le Conseil Régional en charge de transport.

Il en ressort :

- un projet de transport à la demande dont le contrat est en cours d'écriture
- des propositions complémentaires d'opportunités et d'interopérabilités auprès de la Région Hauts de France dont la présentation a été faite aux membres du Conseil Communautaire.

### CONSTATS :

- Des bourgs centres non connectés aux réseaux de transport bus – train
- Une offre de transport peu réellement disponible aux heures de pointe
- Des déplacements quotidiens complexes, difficiles, inopérants
- Un accès inégal aux différents réseaux de transport
- Travail et formation : des horaires à repenser
- Temps de trajets : une adaptation nécessaire

### ENJEUX ET STRATEGIES :

- 1) Développer une mobilité mobilisable en milieu rural : l'emploi, la formation, l'environnement au cœur des priorités
- 2) Co-construire une mobilité connectée : entre intra/interconnexion et interopérabilité
- 3) Structurer une offre équilibrée : un maillage tenable à créer, un transport public adapté
- 4) L'étoile ferroviaire : une locomotive à connecter
- 5) Une stratégie de convergence à initier : les bourgs-centres en clefs de voute (hubs)

## 6) S'appuyer sur les bassins de vie : un TAD à créer

⇒ Repenser partiellement l'offre commerciale des bus

⇒ Une ligne interopérante : l'étoile ferroviaire avec des horaires à connecter, la colonne vertébrale des bourgs-centres = un maillage essentiel, un service spécifique matin et soir à imaginer.

### L'ESSENTIEL A RETENIR :

- Redéployer les lignes non opérantes
- Réadaptation des horaires (Formation, emploi)
- 3 lignes expresses directes :
  - ⇒ Auxi- Frévent- Saint Pol
  - ⇒ Heuchin – Anvin - Saint-Pol
  - ⇒ Pernes – Saint-Pol
- Pas de kilomètre supplémentaire
- Horaires connectés (trains Béthune et Arras)
- Liens à renforcer : Doullens – Amiens – Hesdin
- Une ligne à compléter : St Pol – Boulogne
- Des hubs à développer : 2 roues, autopartage, arrêts TAD



## DES HORAIRES LISIBLES :

Lisible, tenable, interopératif en déployant les lignes commerciales non utilisées		
<b>Matin express Ternois sud</b>	<b>Matin express Ternois Nord 1</b>	<b>Matin express Ternois Nord 2</b>
Auxi : 6h45	Heuchin : 6 h 50	Pernes : 7h00
Frévent : 7h10	Anvin : 6 h 59	gare de St Pol : 7 h 25
Arrivée Gare St Pol : 7 h 25	Arrivée Gare : 7 h 23	
<b>Soir express Ternois sud</b>	<b>Soir express Ternois Nord 1</b>	<b>Soir express Ternois Nord 2</b>
Bus (ligne 401-435)	Départ Gare : 18h45	Départ Gare : 18 h 45
Départ gare 18h45	Anvin 19h05	Pernes : 19h10
Frévent : 19h 00	Heuchin 19h 20	
Auxi : 19h25		
<b>Ligne Frévent – Doullens</b>		
Matin : Frévent : 7 h 15 - Doullens 7h 30		
Soir : Doullens - 18h35 – Frévent 18h49		

## FAIRE EVOLUER LA DSP :

- 1) Rendre optimal, efficient le transport en commun
- 2) Apporter une réponse structurée pour l'environnement, le travail, la formation
- 3) Interopérabilité bus, train – Vecteur d'une ruralité connectée

## PROJET DE MISE EN PLACE D'UN TRANSPORT A LA DEMANDE TERNOISCOM – PRESENTATION DE KEOLIS

### LES ATTENTES :

- ⇒ Fonctionnement jusqu'en décembre 2022
  - TAD opéré par le milieu associatif (lien plus)
  - Tout le territoire, tous les jours, 2,50€ AR + adhésion annuelle de 5€
  - Sans suivi précis de l'activité (kilomètres réalisés, itinéraires commandés...)
- ⇒ Besoins de TernoisCom
  - Fiabiliser le service
  - Pour l'ensemble des 103 communes du territoire
  - Pas tous les jours mais pour tous les habitants et vers des lieux stratégiques pour la population (maisons de santé, centres-ville, administration)
  - A coûts maîtrisés (> à 150 K€/an)

### NOTRE PROPOSITION : LIGNES VIRTUELLES EN TRANSPORT A LA DEMANDE :

- ⇒ 4 zones basées sur les anciennes com de com du territoire
  - Pernes : 18 communes
  - St Pol sur Ternoise : 58 communes
  - Auxi le Château : 16 communes
  - Frévent : 11 communes
- ⇒ De demi-journée à 2 jours de fonctionnement par zone, en fonction du nombre de communes
- ⇒ 1 véhicule 8 places de type VIVARO
- ⇒ Des plages horaires en journée et en semaine aux heures d'ouverture des services desservis



⇒ 2€ par trajet pour les voyageurs

- 1) Je réserve mon voyage par téléphone minimum 72h à l'avance, du lundi au vendredi, hors férié, de 9h à 12h et de 14h à 17h
- 2) L'opérateur enregistre la demande et les coordonnées personnelles pour le suivi
- 3) Le jour J, le véhicule se présente à l'arrêt et à l'heure réservés et me dépose au point d'arrêt réservé

- 1) Après avoir enregistré la commande du client, l'opérateur enregistre et planifie la course via son logiciel de planification
- 2) Il réalise le suivi kilométrique et analyse les données du service (destinations les plus commandées, nombre de voyageurs transportés...)
- 3) Il établit la facturation au réel, réalise et transmet un reporting mensuel de l'activité à TernoisCom



## Zone 1 : Auxi – le – Château

2 circuits AR / semaine

Fonctionnement : mercredi après-midi

Points de dépose

- Auxi - Hôtel de ville

- Auxi - Maison de santé

Coût pour la collectivité : 10 525 € HT / an

Sur la base de 2760 kilomètres totaux

soit 3,81 €HT / km

		Circuit Aller Retour 1	
Tollent	14:00	Auxi Maison de santé	16:00
Gennes Ivergny	14:04	Auxi Hotel de ville	16:03
Fontaine	14:09	Willancourt	16:07
Quoeux	14:14	Vitz sur Authie	16:10
Haravesnes	14:16	Le Ponchel	16:13
Vaulx	14:22	Vaulx	16:18
Le Ponchel	14:27	Haravesnes	16:24
Vitz sur Authie	14:30	Quoeux	16:26
Willencourt	14:33	Fontaine L'Etalon	16:31
Auxi Hotel de ville	14:37	Gennes Ivergny	16:36
Auxi maison de santé	14:40	Tollent	16:40

		Circuit Aller Retour 2	
Rougefay	14:45	Auxi maison de santé	17:00
Buire au bois	14:47	auxi Hotel de ville	17:03
Boffles	14:54	Beauvoir	17:08
Noeux - lès -Auxi	15:00	Villers	17:13
Villers l'Hopital	15:05	Noeux	17:18
Beauvoir-Wavan	15:10	Boffles	17:24
auxi Hotel de ville	15:15	Buire	17:31
Auxi maison de santé	15:18	Rougefay	17:33

## Zone 2 : Frévent

Fonctionnement : mardi matin

2 circuits AR / semaine

Points de dépose

- Frévent - Mairie

- Frévent - Piscine

Coût pour la collectivité : 10 206€ HT / an

Sur la base de 3115 kilomètres totaux

Soit 3,28€ HT/ km

		Circuit Aller - Retour 1	
Aubrometz	09:20	Frévent Piscine	11:15
Conchy sur Canche	09:22	Frevent Mairie	11:16
Monchel sur Canche	09:26	Nuncq Hautecôte	11:21
Boubers sur Canche	09:34	Ligny sur Canche	11:28
Ligny sur Canche	09:41	Boubers sur Canche	11:35
Nuncq Hautecôte	09:48	Monchel sur Canche	11:43
Frevent Mairie	09:53	Conchy sur Canche	11:47
Frévent Piscine	09:54	Aubrometz	11:49

		Circuit Aller - Retour 2	
Vacquerie le boucq	10:05	Frévent Piscine	12:00
Fortel en Artois	10:09	Frevent Mairie	12:01
Bonnières	10:14	Bouret sur Canche	12:06
Bouret sur Canche	10:23	Bonnières	12:15
Frevent Mairie	10:28	Fortel en Artois	12:20
Frévent Piscine	10:29	Vacquerie le boucq	12:24

## Zone 3 : St Pol sur Ternoise

Fonctionnement : lundi matin et après-midi,  
mardi après-midi, mercredi matin, jeudi  
après-midi, vendredi matin et après-midi

### Circuit Aller-Retour – Lundi matin

7 circuits AR / semaine

Points de dépose

- Gauchin – MSPP de Vinci

- St Pol – Centre & Gare

- Herlin – Zac des Moulins

Coût pour la collectivité : 47 295€ HT / an

Sur la base de 17381 kilomètres totaux

Soit 2,77€ HT / km

Gouy en ternois	09:00	Herlin - Zac	11:05
Monts en ternois	09:03	Gauchin - MSPP De Vinci	11:11
Moncheaux les Frevent	09:05	Saint Pol -Gare	11:14
Buneville	09:07	St Pol - Mairie	11:15
Neuville au cornet	09:10	St Michel	11:19
Maisnil	09:13	Roellecourt	11:22
Foufflin	09:16	Ligny Saint Flochel	11:26
Ternas	09:18	Averdoingt	11:29
Averdoingt	09:22	Ternas	11:33
Ligny Saint Flochel	09:25	Foufflin	11:35
Roellecourt	09:29	Maisnil	11:38
St Michel	09:32	Neuville au cornet	11:41
St Pol - Mairie	09:36	Buneville	11:44
Saint Pol -Gare	09:37	Moncheaux les Frevent	11:46
Gauchin - MSPP De Vinci	09:40	Monts en ternois	11:48
Herlin - Zac	09:46	Gouy en ternois	11:51

KEOLIS

## Zone 3 : St Pol sur Ternoise

### Circuit Aller-Retour – Lundi après midi

Lisbourg	12:45	Herlin - Zac	15:00
Prédefin	12:52	Gauchin - MSPP De Vinci	15:06
Fontaine-lès-Boulans	12:55	Saint Pol -Gare	15:09
Fiefs	13:01	St Pol - Mairie	15:10
Boyaval	13:07	Fleury	15:24
Eps	13:09	Monchy Cayeux	15:28
Anvin Gare	13:15	Anvin Gare	15:32
Monchy cayeux	13:19	Eps	15:38
Fleury	13:24	Boyaval	15:40
St Pol - Mairie	13:38	Fiefs	15:46
Saint Pol -Gare	13:39	Fontaine-lès-Boulans	15:52
Gauchin - MSPP De Vinci	13:42	Prédefin	15:55
Herlin - Zac	13:48	Lisbourg	16:02

## Zone 3 : St Pol sur Ternoise

### Circuit Aller-Retour – Mardi après-midi

Sericourt	13:00	Gauchin- Verloingt - MSPP D	15:00
Sibiville	13:02	Saint Pol - Mairie	15:03
Ecoivres	13:09	Saint Pol - Gare	15:06
Framecourt	13:12	Herlin - Zac	15:11
petit Houvin	13:15	Ramecourt	15:16
Sains	13:18	Herlincourt	15:21
Hauteclouque	13:21	Hauteclouque	15:22
Herlincourt	13:22	Sains	15:25
Ramecourt	13:27	petit Houvin	15:28
Herlin - Zac	13:32	Framecourt	15:31
Saint Pol - Gare	13:37	Ecoivres	15:34
Saint Pol - Mairie	13:40	Sibiville	15:41
Gauchin- Verloingt - MSPP De Vinci	13:43	Sericourt	15:43

## Zone 3 : St Pol sur Ternoise

### Circuit Aller-Retour – Mercredi matin

Monchy Breton	09:00	Herlin - Zac	11:00
Marquay	09:05	Gauchin - MSPP	11:06
Ostreville	09:08	St Pol - Gare	11:09
Brias	09:11	St Pol - Mairie	11:10
Troisvaux	09:16	St Pol - Chatelet	11:13
St Pol - Chatelet	09:19	Troisvaux	11:16
St Pol - Mairie	09:22	Brias	11:21
St Pol - Gare	09:23	Ostreville	11:24
Gauchin - MSPP	09:26	Marquay	11:27
Herlin - Zac	09:32	Monchy Breton	11:32

### Circuit Aller-Retour – Jeudi après-midi

Flers	13:40	Gauchin- Verloingt - MSPP D	15:30
Blangerval	13:45	Saint Pol - Mairie	15:33
Linzeux	13:50	Saint Pol - Gare	15:36
Guinecourt	13:53	Herlin - Zac	15:41
Hericourt	13:59	Croisette	15:51
Croisette	14:02	Hericourt	15:54
Herlin - Zac	14:12	Guinecourt	16:00
Saint Pol - Gare	14:17	Linzeux	16:03
Saint Pol - Mairie	14:20	Blangerval	16:08
Gauchin- Verloingt - MSPP De Vinci	14:23	Flers	16:13



## Zone 3 : St Pol sur Ternoise

### Circuit Aller-Retour – Vendredi matin

Humeroeuil	09:00	Herlin - Zac	11:15
Bermicourt	09:03	Saint Pol -Gare	11:22
Pierremont	09:09	Saint Pol - Mairie	11:23
Humières	09:16	Gauchin - MSPP De Vinci	11:29
Œuf en Ternois	09:22	Croix en Ternois	11:36
Beauvois	09:25	Siracourt	11:39
Siracourt	09:30	Beauvois	11:44
Croix en Ternois	09:33	Œuf en Ternois	11:47
Gauchin - MSPP De Vinci	09:40	Humières	11:53
Saint Pol - Mairie	09:46	Pierremont	12:00
Saint Pol -Gare	09:47	Bermicourt	12:06
Herlin - Zac	09:54	Humeroeuil	12:09

### Circuit Aller-Retour – Vendredi après-midi

Heuchin	12:55	Herlin	15:00	11:15
Equirre	12:59	saint Pol - GARE	15:06	11:17
Bergueneuse	13:01	Saint Pol - Mairie	15:07	11:24
Teneur	13:05	Gauchin Verloingt	15:12	11:29
Tilly Cappelle	13:07	Hernicourt	15:15	11:33
Erin	13:11	wavrans sur Ternoise	15:17	11:38
wavrans sur Ternoise	13:20	Erin	15:26	11:41
Hernicourt	13:22	Tilly Cappelle	15:30	11:45
Gauchin Verloingt	13:25	Teneur	15:32	11:49
Saint Pol - Mairie	13:30	Bergueneuse	15:36	11:53
saint Pol - GARE	13:31	Equirre	15:38	11:55
Herlin	13:37	Heuchin	15:42	12:00

**Sur la base de 6370 kilomètres totaux**

**Soit 2,08 € HT / km**

Bailleul les Perne:	10:33	Aumerval	12:39
Aumerval	10:35	Bailleul les Pernes	12:41
Floringhem	10:41	Nedon	12:47
Pernes - Mairie	10:47	Nédonchel	12:53
Pernes zac	10:49	Fontaine	12:55

M. BEAUCAMP, Maire de Bours demande qui va encaisser les règlements des usagers. M. BRIDOUX répond que c'est l'opérateur qui encaissera les règlements.

M. RIMBAULT, Maire de Villers l'Hôpital fait remarquer qu'il serait intéressant que les bénéficiaires des Restos du cœur puissent en bénéficier car la plupart du temps ce sont des personnes qui n'ont pas de moyen de locomotion.

M. BRIDOUX répond que les Restos du cœur peuvent tenir compte des horaires de transport.

M. MAYEUR, Maire d'Eps Herbeval souhaite savoir si le véhicule passe quand même pour une seule personne.

M. BRIDOUX répond par l'affirmative.

M. DEQUIDT, Maire de Ramecourt fait remarquer que le niveau en natation est en baisse sur le territoire. Il serait intéressant que les collégiens puissent avoir accès à la piscine notamment pendant les vacances scolaires.

M. BRIDOUX répond que cela est possible dans le cadre des horaires définis. Ce service fonctionnerait tous les jours, sauf les week-ends et jours fériés, y compris pendant les vacances scolaires.

Les membres du Conseil Communautaire prennent acte de cette information et prise d'orientations sur la mobilité en TernoisCom.

## DELIBERATION PORTANT MODIFICATION STATUTAIRE DE LA COMPETENCE RELEVANT DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Mme Laurence THERET, Directrice Générale des Services prend la parole et rappelle que l'article L5214-16 du CGCT fixe la liste des compétences d'une communauté de communes.

Ainsi, la CC du Ternois exerce de plein droit en lieu et place de ses communes membres des compétences relevant du développement économique définies comme suit :

*"2° Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée, au sens de l'article L. 1111-4, avec les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre"*

La CC du Ternois exerce donc la compétence obligatoire "politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire" dont l'intérêt communautaire a été défini par délibération du conseil communautaire n°47 du 07 février 2017 :

- *"-opérations et actions en direction du commerce*
- *-promotion et valorisation des produits locaux et des circuits courts*
- *-animation territoriale des filières régionales viandes de qualité*
- *-élaboration d'une stratégie globale de développement du commerce local et des activités commerciales et mise en œuvre d'actions découlant de cette stratégie."*

La CC du Ternois est donc seule compétente pour l'achat de biens qui ont vocation à être loués à des commerçants.

L'intérêt communautaire qui permet de définir une ligne de partage entre ce qui relève de la compétence de la CC et ce qui reste de la compétence de la commune n'est pas figé et peut être modifié à tout moment.

La modification de l'intérêt communautaire est de la seule compétence du conseil communautaire qui nécessite une délibération approuvée à la majorité des 2/3 des suffrages exprimés (article L.5214-16 IV du code général des collectivités territoriales).

Pour faire suite à la demande de la Commune de Frévent dans le cadre du dispositif « Petites Villes de Demain », il est proposé de modifier l'intérêt communautaire de la CC du Ternois de la manière suivante :

La CC du Ternois exerce donc la compétence obligatoire "politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire" dont l'intérêt communautaire a été défini par délibération du conseil communautaire n°47 du 07 février 2017 :

- *"-opérations et actions en direction du commerce*
- *-promotion et valorisation des produits locaux et des circuits courts*
- *-animation territoriale des filières régionales viandes de qualité*
- *-élaboration d'une stratégie globale de développement du commerce local et des activités commerciales et mise en œuvre d'actions découlant de cette stratégie."*

**Il est laissé à l'ensemble des communes du territoire la compétence pour l'acquisition de biens ou immeubles à destination de commerces.**

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à la majorité cette délibération.

## **DELIBERATION PORTANT AUGMENTATION DU COUT DU REPAS A DOMICILE**

Mme Laurence THERET, Directrice Générale des Services prend la parole. Il est rappelé que le prix d'un REPAS à DOMICILE de la Communauté de Communes du TERNOIS est actuellement de 6,50€ comprenant : potage, entrée, plat, fromage et dessert.

Ce tarif est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, sans avoir fait depuis l'objet d'augmentation.

Pour information, en 2021, il a été livré 51.798 repas sur le territoire et 56.736 repas en 2022(+9,53%).

Le coût de revient d'un repas en 2022 était de 7,38 € (gestion administrative du service, fourniture et livraison) contre 7,40€ en 2021

Et l'évolution du prix de fourniture d'un repas est le suivant :

2021 : 4,51€

2022 : 4,60€ (+2%)

2023 : 5,22€ (+13,48%)

En ne prenant en compte que l'augmentation du coût de fourniture d'un repas 2023/2022 (+13,48%), le coût de revient prévisionnel 2023 d'un repas serait de 8 €.

Aussi, afin de prendre en compte l'augmentation de l'ensemble des différentes charges de fonctionnement (repas, carburant, rémunérations), il est proposé de fixer le prix d'un REPAS à DOMICILE à 7€ (+7,69%) à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023.

M. BRIDOUX tient à souligner que c'est un service apprécié par les usagers. La qualité semble être bonne actuellement.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à la majorité cette délibération.

## **DELIBERATION RELATIVE AUX ACTIONS 2023 DU CENTRE INTERCOMMUNAL DE SECURITE ET DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE**

Mme Hélène MERLIN, Vice-Présidente en charge des Services à la Personne, CISPD et Santé prend la parole.

### **Report de l'action 1.2.3 Citoyenneté :**

Action regroupant deux temps d'intervention :

-Des interventions de prévention ciblées aux élèves de primaire et aux collégiens du Ternois en classe de 6ème sur les thématiques du harcèlement, cyberharcèlement, des violences...

-Des chantiers jeunes citoyens relevant d'une démarche d'éducation populaire permettant à des adolescents volontaires de s'initier à des techniques manuelles et de contribuer à des réalisations collectives dans le respect de chacun. Les parties se fixent pour objectif principal et prioritaire le renforcement des liens volontaires entre la jeunesse locale et l'éducation spécialisée, populaire, culturelle et sportive, de proximité, durant le temps extrascolaire, dans la perspective de prévenir le basculement dans la délinquance.

1.2.3 Citoyenneté ! est une action au cœur des missions du CISPD puisqu'elle concerne l'axe 1 : les jeunes agir plus loin, agir plus tôt dans la prévention. A travers les actions de sensibilisation en établissements scolaires, la prévention se fait à grande échelle et permet une sensibilisation précoce. Les chantiers jeunes citoyens permettent le repérage des jeunes avant un éventuel passage à l'acte. Les mesures de responsabilisation et réparation pénale évitent la récidive, elles sont un outil de réinsertion pour de nombreux jeunes du territoire.

Le plan de financement est le suivant :

BUDGET PREVISIONNEL		FINANCEMENTS SOLLICITES	
Achat/Prestations de service	11 265€	Demande de financement FIPD	5 000€
Autres services extérieurs	3 735€	Ternois Com	14 752€
Charges de personnel	4 752€		
<b>TOTAL</b>	<b>19 752€</b>	<b>TOTAL</b>	<b>19 752€</b>

### **Action « Un langage commun autour des Violences Intrafamiliales » :**

Action qui vise à créer une culture commune entre tous les acteurs du territoire concernés par les violences intrafamiliales.

L'objectif principal étant de permettre une meilleure prise en charge des victimes et auteurs de violences intrafamiliales.

Les publics cibles sont les élus du territoire confrontés de plus en plus à cette question au sein de leur territoire mais aussi les professionnels des champs judiciaire, médical, médico-social et les associations du territoire. Les membres du réseau VIF du Ternois porté par le CISPD seront privilégiés pour l'inscription à ces trois temps d'intervention.

#### **3 axes d'intervention :**

\*Une **formation** : " Sensibilisation à l'approche globale des violences intrafamiliales à travers le regard systémique" se déroulera les 20, 21, 23 mars 2023 et 20 avril 2023 de 9h à 17h. Elle est dispensée par Monsieur Laurent Liotard : analyste systémique de l'Association 9 de Cœur de Lens. Elle est ouverte à 12 participants.

\*Le vendredi 24 novembre 2023 : de 14h à 17h à la salle des Fêtes de Saint Pol Sur Ternoise : une **intervention théâtrale** assurée par la compagnie "La Belle Histoire" sur la thématique "violences intrafamiliales" suivie d'un temps d'échanges avec les publics.

\*Le lundi 20 novembre 2023 à 20h30 : **Ciné/ débat** au cinéma le Régency de Saint Pol Sur Ternoise : en deux temps : un temps de vision du film "jusqu'à la garde" de Xavier Legrand sur les violences au sein de la famille puis débat animé par Monsieur Liotard, et avec la participation des Gendarmes du GLVIF de la Brigade de Saint Pol Sur Ternoise.

Le plan de financement est le suivant :

BUDGET PREVISIONNEL		FINANCEMENTS SOLLICITES	
Achat/ Prestations de service	7 186€	Demande de financement FIPD	3 000€
Autres services extérieurs	350€	Ternois Com	4 536€
Charges de personnel			
<b>TOTAL</b>	<b>7 536€</b>	<b>TOTAL</b>	<b>7 536€</b>

### **Action « Dépense-toi : vas-y ! »**

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la prévention secondaire. Il s'agit d'une action ciblée vers les publics les plus exposés à un premier passage à l'acte délinquant. L'objectif principal de ce projet s'inscrivant dans la stratégie locale

de la délinquance est de promouvoir le sport et ses valeurs comme outils dans la prévention de la délinquance. En effet, il permettra à des jeunes repérés en amont, exposés à un premier passage à l'acte et adhérents au projet, de devenir les acteurs d'un "projet sport individualisé".

Les jeunes repérés pourront ainsi découvrir un ou plusieurs sports de leur choix (au sein des associations sportives locales) puis procéder à une inscription au sein d'un club de proximité.

Les jeunes bénéficieront d'un accompagnement éducatif réalisé par deux éducateurs du PAEJ d'Arras qui s'assureront en parallèle de l'assiduité et de la réalisation des objectifs définis avec chaque jeune.

Durant la période estivale, la cohésion d'équipe et le respect seront travaillés en collectif avec la totalité du groupe.

Projet mixte : 5 filles et 5 garçons exposés à un premier passage de l'acte délinquant.

Age : 12-18 ans

Sur les communes de Saint Pol Sur Ternoise, Pernes, Auxi le Château et Frévent : cette sélection de communes est nécessaire au regard de la mobilité des jeunes sur le territoire. Ces villes disposent d'une offre en matière d'activités sportives assez conséquente et variée.

Les 10 jeunes seront identifiés par le PAEJ d'Arras qui sera en lien avec le STEM0 et qui fera également du repérage au sein des communes.

Concernant le financement des adhésions et des licences : différents moyens seront mobilisés : le PASS VAZY de Ternois Com, les aides du département et de la région. Concernant les gros équipements sportifs, une participation aux chantiers jeunes citoyens (action partenariale avec le PAEJ) pourrait être envisagée afin de permettre aux jeunes qui en ont besoin de se faire financer leur équipement.

Le plan de financement est le suivant :

BUDGET PREVISIONNEL		FINANCEMENTS SOLLICITES	
Achat/ Prestations de service	1 902€	Demande de financement FIPD	1 200€
Autres services extérieurs	1 098€	Ternois Com	1 800€
<b>TOTAL</b>	<b>3 000€</b>	<b>TOTAL</b>	<b>3 000€</b>

Il est proposé :

D'approuver les actions reprises ci-dessus et leur plan de financement

D'autoriser le Président à solliciter les financements auprès des différents partenaires

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les crédits seront inscrits au BP 2023

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à la majorité cette délibération.

#### **DELIBERATION RELATIVE AUX ACTIONS 2023 DU CONTRAT LOCAL DE SANTE**

Mme Hélène MERLIN, Vice-Présidente en charge des Services à la Personne, CISPD et Santé prend la parole. La mise en place d'un Contrat Local de Santé 2ème génération sur le territoire de TernoisCom avait été validée par délibération en date du 28 juin 2019.

Par délibération en date du 19 mars 2021, il avait été approuvé le plan d'actions du contrat local de santé dans sa globalité.

Pour rappel, les axes stratégiques sont :

- Promouvoir la santé des enfants et des jeunes
- Améliorer le parcours santé des personnes les plus démunies
- Favoriser l'attractivité du territoire pour les professionnels de santé



Un comité de pilotage s'est réuni le 12 janvier 2023 et a validé le plan de financement prévisionnel 2023 ci-dessous :

Avenant à la convention pluri annuelle ARS relative au financement de la coordination, la mise en œuvre et le suivi, l'évaluation du Contrat local de Santé.

**Estimation de la coordination à 35 350.00 €. Subvention demandée en 2023 : 15 000.00 €**

**Action « Nutriactiv » (prévention et évolution des comportements dans le cadre de l'alimentation et de l'activité physique, pour les familles et personnes vulnérables) : 18 550.00 € et financements ARS 11 000.00€**

**Action « Journée accès santé » (dépistage audio, visio, bucco) : 1 700.00€ + Financements CPAM et Mutualité Hauts de France : 1 500.00€**

**Action « Départ Santé » (examens de prévention santé pour les personnes n'ayant aucun recours aux soins depuis plus de deux ans) : Estimation du coût de l'action : 8 500€. Financement total de l'action par la CPAM**

**Action « Pas à pas, esprits sereins, Ados extras » (Déploiement des compétences psycho-sociales : journées organisées dans les 5 collèges et au lycée Châtelet) : Coût total de l'action estimée en 2023 à 31 540.00 €. Financement notifié de l'ARS : 15 500.00 €. Financements à solliciter : CPAM 5 000.00 €, Département 3 000.00 €, CAF 1 500.00 €, MSA 1 500.00 et MILDECA 3 000.00 €**

**Action « l'usager au cœur du CLS » (avenant pour report en 2023) : Coût total de l'action : 17 350.00 € Subvention ARS : 13 195.00 €**

Il est proposé :

D'approuver le plan de financement 2023 pour les différentes actions reprises ci-dessus.

D'autoriser le Président à solliciter les financements auprès des différents partenaires.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les crédits seront inscrits au Budget Primitif 2023.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à la majorité cette délibération.

#### **DELIBERATION PORTANT RECONDUCTION DU PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT ET SOUTIEN A LA PARENTALITE « PROGRAMME PAS A PAS PARENTS EXTRAS » 2023**

Mme Ingrid GAILLARD, Vice-Présidente en charge de l'Enfance, de la Jeunesse, de la Parentalité et des Loisirs prend la parole. Le programme global d'accompagnement et de soutien à la parentalité de la Communauté de Communes du Ternois a pour vocation de rendre les parents plus confiants et sereins dans leur rôle de parent.

Trois grands axes de travail maintenus et renforcés en 2023 avec une accentuation sur l'axe « compétences psycho-sociales du parent et de l'enfant (compétences émotionnelles, cognitives et sociales) » :

##### **« Bien-être et harmonie familiale »**

Une action globale afin que les parents et les enfants puissent trouver la sérénité dans la sphère familiale : être un bon parent passe par un état d'esprit détendu et avisé.

##### **« Favoriser l'accès des familles à l'information et à la prévention santé »**

Cette action globale intègre les notions d'hygiène alimentaire, de pratique d'activités physiques et de prévention des conduites à risque : Ensemble d'ateliers et théâtre forum / débat.

##### **« Favoriser l'éveil et l'échange autour du plaisir de la culture »**

Cette action globale doit pouvoir permettre d'amener les familles vers la culture sous toutes ses formes.

Ce programme sera destiné à tous les parents du territoire ayant des enfants âgés de 0 à 18 ans et aux membres de la famille, fréquentant ou non le service petite enfance (relais assistantes maternelles, ateliers parents enfants et multi-accueil) fréquentant les consultations de nourrissons de PMI, les structures de la jeunesse (Accueil de loisirs, Temps activités périscolaires, mercredis loisirs).

Un partenariat avec l'éducation nationale permettra une meilleure communication sur l'offre.

Les familles connues des services de la MDS, de la CAF, de la MSA ou des CCAS/CIAS pour les difficultés dans l'exercice de leur fonctions parentales seront dans la mesure du possible orientées, et si nécessaire inscrites sur le programme.

Les parents réunis dans des groupes déjà constitués ou orientés par les services des institutions partenaires.

Pour certaines interventions (conférence ou forum), un plus large public sera convié comme par exemple les assistantes maternelles, les professionnels.

Les actions seront déclinées à l'échelle de l'EPCI sur différents lieux : St Pol/Ternoise, Frévent, Auxi le château, Pernes, Anvin sur l'ensemble de l'année 2023.

Des financements seront sollicités, notamment auprès du Département, de la CAF, de la MSA et de l'ARS.

Le plan de financement est le suivant :

Montant des dépenses pour l'action « Harmonie et bien-être familial » : 24 200 €

Montant des dépenses pour l'action « Santé et Parentalité » : 16 950 €

Montant des dépenses pour l'action « accès à la culture » : 24 950 €

**Soit un montant total des dépenses de 66 100 €**

**Les subventions s'élèvent à un montant total de 40 000 €**

Les familles participeraient dès lors qu'un repas intègre la prestation pour les journées « pêche familiale » et « La fête en famille au Donjon de Bours » selon les quotients familiaux et de la façon suivante :

	Enfants 2 à 17 ans	Adultes 18 ans et +
<b>0- 300</b>	<b>1 €</b>	<b>2 €</b>
<b>301- 617</b>	<b>1,50 €</b>	<b>2,50 €</b>
<b>618- 850</b>	<b>2,00 €</b>	<b>3,00 €</b>
<b>851 et +</b>	<b>2,50 €</b>	<b>3,50 €</b>

Il est proposé :

D'autoriser la mise en œuvre du programme d'accompagnement et de soutien à la parentalité « Pas à pas parents extras » pour 2023.

D'approuver les plans de financement prévisionnels comme suit :

Soit un montant total des dépenses de 66 100 €

Les subventions s'élevant à un montant total de 40 000 €

D'autoriser le Président à solliciter les financements auprès du Département, de la Caisse d'Allocations Familiales, de la MSA et de l'ARS.

De faire participer les familles dès lors qu'un repas intègre la prestation, Journée « pêche familiale » et Journée « La fête en famille au Donjon de Bours » selon les quotients familiaux et de la façon suivante :



	Enfants 2 à 17 ans	Adultes 18 ans et +
<b>0- 300</b>	1 €	2 €
<b>301- 617</b>	1,50 €	2,50 €
<b>618- 850</b>	2,00 €	3,00 €
<b>851 et +</b>	2,50 €	3,50 €

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les crédits seront inscrits au Budget Primitif 2023.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à la majorité cette délibération.

## DELIBERATION PORTANT DESIGNATION D'UN REFERENT DEONTOLOGUE DES ELUS LOCAUX

**Texte de référence** : Arrêté du 06 décembre 2022 pris en application du décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l' élu local.

M. BRIDOUX rappelle que la loi 3DS du 21 février 2022 a complété l'article L. 1111-1-1 du CGCT, qui consacre les principes déontologiques applicables aux élus au sein d'une charte de l' élu local, afin de prévoir que « tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect » de ces principes.

Le décret n°2022-1520 du 06/12/2022 crée quatre articles au sein du CGCT qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2023.

Le référent déontologue est désigné par l'organe délibérant de la collectivité territoriale.

Le choix peut porter sur une personne qui doit être extérieure à la collectivité au sein de laquelle elle a été désignée. En effet, elle ne doit ni exercer un mandat (actuel ou passé depuis moins de trois ans), ni être agent de la collectivité. De plus, la personne désignée ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt avec la collectivité concernée et exercer ses missions en toute indépendance.

Le référent déontologue est tenu au secret professionnel dans le respect des articles 226-13 et 226-14 du Code Pénal et à la discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

L'exercice de ses fonctions durera jusqu'à la fin du mandat des élus communautaires en 2026.

Il sera mis à disposition du référent déontologue un bureau au siège de TernoisCom à Herlin le Sec, ainsi qu'une adresse mail pour les modalités de la saisine du déontologue et de l'examen de la question posée.

Les avis seront rendus par écrit à l' élu qui a sollicité le référent déontologue avec un entretien préalable. Les avis et conseils donnés par le référent déontologue sont consultatifs, l' élu reste donc libre de ne pas suivre les recommandations formulées.

La rémunération du référent déontologue prend la forme de vacations dont le montant ne peut pas dépasser un plafond fixé par arrêté, à savoir 80€ par dossier.

Le référent déontologue bénéficiera également du remboursement des frais de transport dans les conditions applicables aux personnels de la fonction publique territoriale.

La délibération institutive ainsi que les informations permettant de consulter le référent déontologue seront portées par tout moyen à la connaissance des élus locaux.

Il est donc proposé de désigner Mme Rolande DEBONNE comme référent déontologue des élus de TernoisCom.

Pour information, la Communauté de Communes LES CAMPAGNES DE L'ARTOIS délibérera sur la désignation de Mme Rolande DEBONNE comme référent déontologue des élus locaux de son territoire. Il est donc convenu de

mutualiser avec LES CAMPAGNES DE L'ARTOIS la mise à disposition du bureau de Mme DEBONNE au siège de TernoisCom.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à la majorité cette délibération.

## DELIBERATION RELATIVE AUX TARIFS 2023 DE LA REDEVANCE SPECIALE POUR LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES DECHETS

M. Jean-Luc FAY, Vice-Président en charge de la Collecte, Tri, Traitement des déchets prend la parole. Il est proposé la révision des prix de redevance spéciale pour l'année 2023, à savoir :

### I – LE TAUX DE REVISION :

Le taux de révision est calculé à partir de la formule suivante :

$$P = PO \times \left( 0.15 + 0.50 \times \frac{ICMO2}{ICMO20} + 0.20 \times \frac{FSD1}{FSD10} + 0.15 \times \frac{GO}{GO0} \right)$$

Dans laquelle :

- P : Prix révisé pour 2023
- PO : Prix initial en 2022
- ICMO2 : valeur de l'indice « Collecte des ordures ménagères », en janvier 2023. Indice du coût de la main d'oeuvre dans la collecte des ordures ménagères, Syndicat National des Activités du Déchet (SNAD) – publié sur le site de la FNADE.
- ICMO20 : valeur connue en janvier 2022 de l'indice « Collecte des ordures ménagères »
- FSD1 : Valeur de l'indice « frais et services divers – modèle de référence n°1 », en janvier 2023
- FSD10 : Valeur de l'indice « frais et services divers – modèle de référence n°1 », en janvier 2022
- GO : Valeur de l'indice des prix à la consommation Gazole en janvier 2023
- GO0 : Valeur de l'indice des prix à la consommation Gazole en janvier 2022

Le taux de révision est de **1,1225** pour les prix en 2023 par rapport aux prix de 2022.

### II – LES DÉPOTS EN DÉCHÈTERIES :

	Prix pour 2023 – avec application d'un taux de révision à <b>1,1225</b> par rapport aux prix de 2022
Déchets dangereux d'entretien, de bricolage et de jardinage « peintures, allume-feu, décapants, antimousses, chlore... » (déchets diffus spécifiques).	<b>1,63 €/kg (1,45€ en 2022)</b>
Déchets à enfouir	<b>29,98 € le m3 ; (26,71€ en 2022)</b>
Gravats (hors fibrociments)	<b>15,00 € le m3 ; (13,36€ en 2022)</b>
Plâtre	<b>28,40 € le m3 ; (25,30€ en 2022)</b>
Bois traité	<b>26,23 € le m3 ; (23,37€ en 2022)</b>
Déchets verts	<b>5,62 € le m3 ; (5,01€ en 2022)</b>

## Communes extérieures

Le tarif de l'accessibilité des communes extérieures aux déchetteries de TernoisCom est proposé à 24€/habitant.  
Ce tarif était de 22€/habitant en 2022

### III – LES COLLECTES EN PORTE A PORTE :

#### 1) Coût de la Collecte et du traitement pour les professionnels

Le coût de collecte et de traitement d'une tonne d'ordure ménagère en 2023 est de 202,77€/tonne, alors qu'il était de 174.04€/tonne en 2022.

Sachant que les bacs de 770L pèsent en moyenne 93kg

La redevance spéciale pour les professionnels en 2023 sera facturée **18,86€ par bac collecté**. En 2022 le prix était de **16,20€ par bac collecté**.

Le prêt du bac noir sera facturé en 2023 à 14,10€/an/bac. En 2022 le prix était de 13,60€/an/bac.

#### 2) Maisons de retraite et établissements de santé :

Avec application du taux de révision de 1.1225 voici les tarifs pour l'année 2023 :

<b>77,14 €</b>	/lit pour 1 collecte/semaine	<b>68,72€ en 2022</b>
<b>86,33 €</b>	/lit pour 2 collectes/semaine	<b>76,91€ en 2022</b>
<b>95,48 €</b>	/lit pour 3 collectes/semaine	<b>85,06€ en 2022</b>

#### 3) Camping et aires de loisirs

Avec application du taux de révision de 1.1225, le tarif pour l'année 2023 sera le suivant :

23,91 €/emplacement (**21,30€ en 2022**)

#### 4) Tournée supplémentaire de St Pol et collecte et traitement du Marché

Calcul de la redevance pour le passage d'une tournée supplémentaire dans St Pol :

Pour les frais de la tournée supplémentaire (hors coût du traitement des déchets) : **17 998 €**

En parallèle, la collecte du marché du lundi matin est arrêté. Des bacs seront mis à disposition et collectés dans le cadre de la redevance spéciale. Le surplus sera géré directement par les équipes techniques de la commune de Saint Pol et déposé en déchetterie avec application par TernoisCom des tarifs en vigueur.

**En 2022, la redevance pour la tournée supplémentaire et la prestation de collecte du marché le lundi à ST POL s'élevait à 26 900€.**

Il est donc proposé :

D'approuver la tarification de la redevance spéciale, comme décrite ci-dessus, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2023.

D'autoriser le Président à signer les conventions avec les producteurs et l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à la majorité cette délibération.

## **DELIBERATION PORTANT PROLONGATION DES CONTRATS CITEO – FILIERES PAPIERS GRAPHIQUES ET EMBALLAGES MENAGERS**

M. Jean-Luc FAY, Vice-Président en charge de la Collecte, Tri, Traitement des déchets prend la parole. En application de la responsabilité élargie des producteurs, les personnes visées au I de l'article L. 541-10-1 et celles visées à l'article R. 543-56 du code de l'environnement doivent contribuer à la gestion, respectivement, des déchets d'imprimés papiers, ménagers et assimilés et des déchets d'emballages ménagers.

Les personnes susvisées peuvent transférer leurs obligations en versant une contribution financière à une société agréée à cette fin par les pouvoirs publics. Cette dernière verse à son tour des soutiens financiers aux collectivités territoriales en charge du service public de gestion des déchets ménagers et assimilés.

Pour la période 2018-2023, le cahier des charges d'agrément de la filière des papiers graphiques a été adopté par arrêté du 02 novembre 2016 pris en application des articles L. 541-10, L. 541-10-1 et D. 543-207 à D. 543-211 du code de l'environnement.

La prolongation sans modification a été adoptée par arrêtés ministériels des 21 et 23 décembre 2022 pour prendre effet du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023. Le cahier des charges fixe un barème de soutiens, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Le barème de soutiens reste inchangé (Barème F).

Dans ce cadre, la collectivité s'engage notamment à mettre à jour les consignes de tri des papiers sur tous les supports et à déclarer les tonnages recyclés annuellement.

Côté emballages, le cahier des charges d'agrément de la filière des emballages ménagers a été adopté par arrêté du 29 novembre 2016 pris en application des articles L. 541-10 et R. 543-53 à R. 543-65 du code de l'environnement.

Dans ce cadre, la collectivité s'engage notamment à assurer une collecte séparée prenant en compte l'ensemble des déchets d'emballages soumis à la consigne de tri. Le versement des soutiens au recyclage demeure, comme par le passé, subordonné à la reprise et au recyclage effectif des emballages collectés et triés conformément aux standards par matériau.

A cette fin, la collectivité choisit librement, pour chaque standard par matériau, une option de reprise et de recyclage parmi les trois options proposées (reprise Filière, reprise Fédérations, reprise individuelle) et passe des contrats avec les repreneurs.

La société CITEO (SREP SA), issue de la fusion entre Ecofolio et Eco-Emballages, bénéficie d'une prolongation pour 2023, à la fois d'un agrément au titre de la filière papiers graphiques et d'un agrément au titre de la filière emballages ménagers.

Un contrat a été signé pour la période de 2018 à 2022. Au vu du renouvellement de son agrément pour 2023, il est proposé :

D'opter pour la prolongation sans modification du contrat proposé par CITEO (SREP SA) au titre de la filière papiers graphiques et d'autoriser le Président à signer, par voie dématérialisée, ledit contrat avec CITEO (SREP SA), pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023.

D'opter pour la prolongation sans modification du contrat proposé par CITEO (SREP SA) au titre de la filière emballages ménagers et d'autoriser le Président à signer, par voie dématérialisée, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023.

M. CRETEL, Maire de Ligny Saint Flochel fait remarquer qu'il serait judicieux de refaire une communication (flyer) sur les consignes de tri auprès des habitants du territoire.

M. BRIDOUX répond qu'une nouvelle communication sera effectivement effectuée à ce sujet.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à la majorité cette délibération.

## **DELIBERATION RELATIVE A L'AVENANT AU CONTRAT DE COLLABORATION POUR LA REPRISE DES PILES ET DES ACCUMULATEURS PORTABLES USAGES ET LE SOUTIEN A LA COMMUNICATION**

M. Jean-Luc FAY, Vice-Président en charge de la Collecte, Tri, Traitement des déchets prend la parole. Afin de bénéficier d'une prise en charge de la collecte et du traitement de ces déchets, une convention a été signée en 2018 avec COREPILE, éco-organisme agréé pour la collecte et le traitement des piles. COREPILE prend en charge actuellement la collecte et le traitement des piles collectées sur nos déchetteries. Dans le cadre de l'avenant, un soutien financier à la collecte peut être obtenu pour les collectivités locales sous convention.

Cet avenant prendra effet au minima au 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour une durée n'excédant pas le terme de la durée d'agrément actuel de COREPILE soit jusqu'au 31 décembre 2024.

Le soutien financier se compose d'une part fixe de 60 euros et d'une part variable liée au nombre de futs collectés et leur taux de remplissage d'un montant minimum de 20 euros.

Il est proposé :

D'autoriser le Président à signer le présent avenant pour une durée qui ne peut excéder le terme de l'agrément de COREPILE, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à la majorité cette délibération.

## **DELIBERATION RELATIVE A LA MISE EN PLACE AVEC ECO-MOBILIER DE CONTRATS DE COLLECTE DE NOUVELLES FILIERES « ARTICLES DE BRICOLAGE ET JARDIN (NON THERMIQUES) » ET « JOUETS »**

M. Jean-Luc FAY, Vice-Président en charge de la Collecte, Tri, Traitement des déchets prend la parole. En application de l'article L. 541-10-1 14° du code de l'environnement mettant en œuvre le principe de la responsabilité élargie des producteurs pour les éléments de bricolage, de jardin et de jouets, la prévention et la gestion de ces déchets doivent être assurées par les metteurs sur le marché. Ces derniers doivent s'organiser soit par la mise en place d'un système individuel, soit collectivement au sein d'un éco-organisme agréé par les pouvoirs publics, sur la base d'un cahier des charges venant définir réglementairement les objectifs et modalités de la filière.

Le cahier des charges de la filière à responsabilité élargie des producteurs des articles de bricolage, de jardin et de jouets adopté par l'arrêté interministériel du 27 octobre 2021 fixe à horizon 2027 des objectifs :

De collecte de 25% pour la catégorie 3 (matériels de bricolage) et de 20% pour la catégorie 4 (produits et matériels destinés à l'entretien et l'aménagement du jardin), pour les jouets : collecte de 45% (en proportion des quantités mises sur le marché)

De recyclage de 65% pour la catégorie 3 et de 55% pour la catégorie 4 et de réemploi et réutilisation de 10% pour la catégorie 3 et de 5% pour la catégorie 4. Pour les jouets : 9% de réemploi et de réutilisation, 55% de recyclage.

Eco-Mobilier, éco-organisme créé à l'origine par des fabricants et distributeurs de la filière ameublement en décembre 2011 a été agréé le 21 avril 2022 par l'Etat pour la filière des articles de bricolage et de jardin pour les catégories 3 et 4 et la filière jouets. A ce titre, Eco-mobilier prend en charge la gestion de ces déchets sur le périmètre défini par la filière.

Le contrat territorial pour ces articles (bricolage, jardin et jouets) pour la période 2022-2027 a été élaboré après concertation avec les associations représentant les élus et collectivités territoriales. Il a pour objet la prise en charge opérationnelle des déchets de ces articles par Eco-mobilier sur le territoire de la collectivité ainsi que le versement de soutiens financiers pour les tonnes de déchets d'articles de bricolage, de jardin et de jouets collectées séparément (collecte par Eco-mobilier) et pour les tonnes de déchets d'articles de bricolage, de jardin et de jouets collectées non séparément (collecte par la collectivité).



Eco-mobilier s'engage à :

- Mettre gratuitement à disposition des contenants
- L'enlèvement des bennes
- Fournir les visuels et les consignes de tri
- Un soutien financier spécifique pour la Collectivité, pour donner accès aux Acteurs ESS du réemploi

La collectivité s'engage à :

- La formation des agents de déchetterie
- Préparer la signalétique (supports de communication fournis par Eco-mobilier)
- Respecter le fonctionnement de la zone de réemploi

#### **Proposition Soutien Financier :**

##### **FILIERE ARTICLES DE BRICOLAGE ET JARDIN**

**Forfait annuel → 200€ par zone de réemploi**

**→20€/t en moyenne collecté en benne**

**Forfait annuel → 150€ par déchetterie équipée de bacs de collectes des objets de petites tailles**

##### **FILIERE JOUET**

**Forfait annuel → 200€ par zone de réemploi**

**→20€/t en moyenne collecté en benne**

**Forfait annuel → 150€ par déchetterie équipée de bacs de collectes des objets de petites tailles**

Il est proposé :

D'autoriser le Président à signer le contrat de la nouvelle filière « articles de bricolage et jardin (non thermiques)» pour la période de 2023-2027 de l'Agrément d'Eco-maison.

D'autoriser le Président à signer le contrat de la nouvelle filière « jouets » pour la période de 2023-2027 de l'Agrément d'Eco-maison.

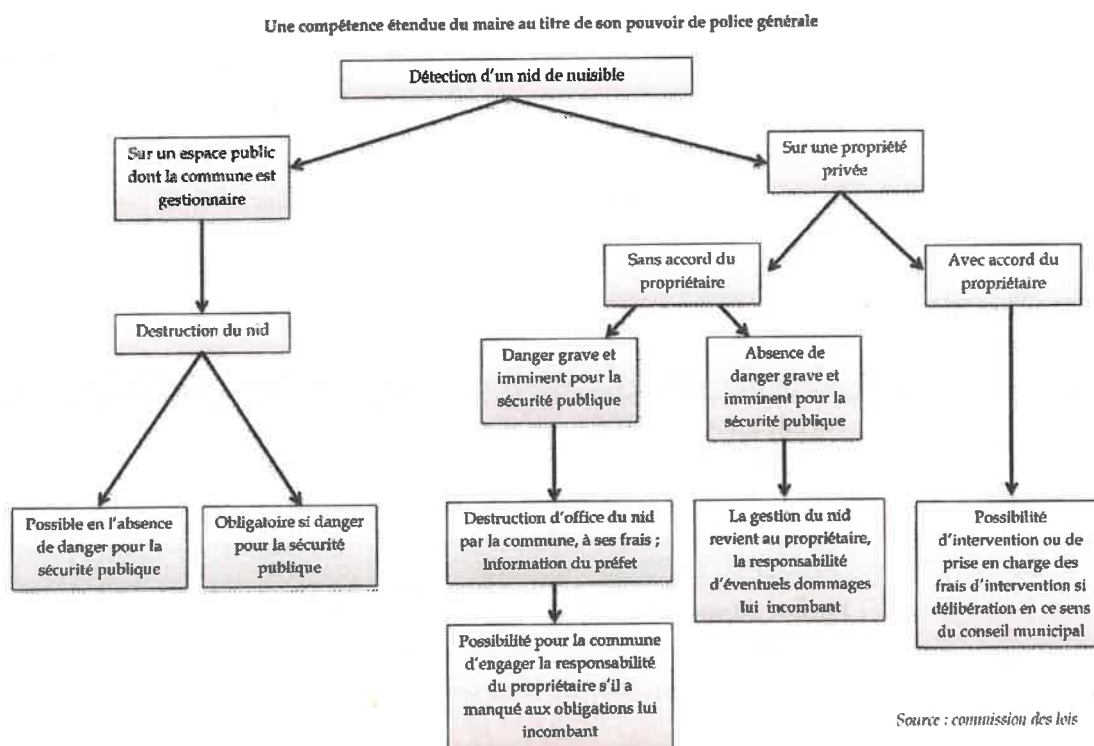
M. ARMAND, Maire d'Herlincourt souhaite savoir s'il s'agit de nouveaux containers qui vont être mis à disposition en déchetteries.

M. BRIDOUX répond que cela est possible mais nous avons également un partenariat avec l'Association ATRE pour la récupération.

Les Membres du Conseil Communautaire approuvent à la majorité cette délibération.

#### **INFORMATIONS DIVERSES**

M. BRIDOUX informe les membres du Conseil Communautaire sur la procédure à suivre en cas de détection d'un nid de frelons asiatiques ou autres nuisibles (Cf. diagramme ci-dessous) qui donne la limite au niveau des responsabilités qui incombent au Maire de la commune.



## Souscription des contrats d'assurances de responsabilité civile et de protection juridique pour les besoins de TERNOISCOM

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 5211-10,

Vu le Code de la Commande Publique en particulier les articles L. 2124-1, R2124-1, R2124-2, R2161-2 et R2161-13 à R2161-14 concernant la procédure d'appel d'offres,

Vu les crédits inscrits au Budget 2022,

Vu la délibération du 15 juillet 2020 donnant délégation au Président pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres, des marchés subséquents, et de prendre toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant l'avis d'appel à concurrence publié au BOAMP et sur la plateforme de dématérialisation le 25/10/2022 (CdG596280),

Considérant la date de remise des offres fixée au 23/11/2022 à 11h00,

Considérant le rapport d'analyse des offres et des candidatures effectué en prenant en compte les critères de sélection des candidatures et de jugement des offres indiqués au règlement de consultation du dit marché,

Considérant l'offre économiquement la mieux disante émanant du prestataire SMACL 141 avenue Salvador Allende 79031 NIORE Cedex 9 pour le lot 1 et du prestataire 2C Courtage Rés Th Gautier 7 rue G Magnoac 62000 TARBES pour le lot 2,

Par décision du Président en date du 16/12/2022, il a été décidé :



De conclure et signer le marché relatif à la souscription des contrats d'assurances de responsabilité civile et de protection juridique pour les besoins de TERNOISCOM (PROCEDURE ADAPTEE)

- Pour le lot 1 : Assurances RESPONSABILITE CIVILE ET RISQUES ANNEXES avec la SMACL ,141 avenue Salvador Allende 79031 NIORT Cedex 9 pour un montant annuel de 5658.00 € TTC
- Pour le lot 2 : Assurance de la protection juridique avec 2C Courtage Rés Th Gautier 7 rue G Magnoac 62000 TARBES pour un montant annuel de 2164.00 € TTC

### SEJOUR ETE 2023 : PROCEDURE ADAPTEE

Marché attribué à I2V 18bis rue de la Gare 59470 ESQUELBECQ (séjour juillet 1 084€ par enfant, séjour août 944€ par enfant)

### MARCHE POUR LA CONSTRUCTION DE L'HOTEL D'ENTREPRISES DE PERNES : PROCEDURE ADAPTEE

La consultation est déclarée sans suite selon l'article R.2185-1 du code de la commande publique pour des motifs d'intérêt général en date du 02 décembre 2022.

### MARCHES EN COURS D'ANALYSE

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat Mobilité (PLUIHM)

### MARCHES A LANCER

- TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA PISCINE DE FREVENT
- TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'HOTEL DE LA FORMATION DE SAINT-POL
- CONTROLES REGLEMENTAIRES DES BATIMENTS
- MAITRISE D'ŒUVRE POUR LE TIERS LIEU CULTUREL DE SAINT POL
- ENLEVEMENT ET TRAITEMENT DES DECHETS VERTS
- AMENAGEMENT DU GARDIN DE BOURS

### DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°2 BUDGET ANNEXE BATIMENT RELAIS (205.04) – INSUFFISANCE DE CREDITS AU CHAPITRE 16 (Emprunts & dettes assimilées)

Suite à la régularisation des écritures pour le remboursement du capital de l'emprunt au budget principal il a été constaté une insuffisance de crédits au chapitre 16 due aux remboursements plus élevés que prévus au BP 2022 de diverses cautions aux locataires sortis.

Il a été décidé de prendre une décision modificative, en prélevant les crédits au chapitre 21, comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2022 + DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
I/D	Chapitre 21 Article 2132 (Constructions-immeubles de rapport)	5 000 €	-325.01 €	4 674.99 €
I/D	Chapitre 16 Article 165 (Dépôts & cautionnements reçus)	2 000 €	+360.76 €	2 360.76 €
I/D	Chapitre 16 Article 168751 (Autres dettes-GFP de rattachement)	36 200 €	- 35.75 €	36 164.25 €

**DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°1 BUDGET ANNEXE HOTEL ENTREPRISES DE PERNES (205.15) – ABSENCE DE CREDITS SUR L'ARTICLE 6711 (Intérêts moratoires et pénalités sur marchés)**

Suite à la décision prise de rendre infructueux l'appel d'offres concernant la construction d'un HOTEL D'ENTREPRISES à PERNES, (pas de subvention pour financer la réalisation à des coûts actuellement trop élevés) il a été décidé également de résilier le marché de maîtrise d'œuvre.

Aussi, conformément à l'article 13.2.1 du CCAP, cette résiliation entraîne une indemnisation de 4% sur les prestations non réalisées, soit un montant de 2648.60 € HT (TVA non applicable) à verser aux titulaires du marché.

Les crédits de cette indemnité sont à prendre en section de fonctionnement (article 6711), aussi afin de pouvoir passer les écritures, il a été décidé de prendre une décision modificative en utilisant les chapitres 021/023 comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2022 + DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
F/D	Chapitre 023 Virement à la section d'investissement	24 141 €	-2 648.60 €	21 492.40 €
F/D	Chapitre 67 Article 6711 Intérêts moratoires & pénalités sur marchés	0 €	+ 2 648.60 €	2 648.60 €
I/R	Chapitre 021 Virement de la section de fonctionnement	24 141 €	-2 648.60 €	21 492.40 €
I/D	Opération 900 Article 2031 (Frais d'études)	86 719 €	-2 648.60 €	84 070.40 €

**DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°5 BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF GESTION DELEGUEE (205.08) – INSUFFISANCE DE CREDIT DEPENSES D'INVESTISSEMENT CHAPITRE 16 « emprunts et dettes assimilées »**

Il a été décidé de procéder à une décision modificative sur le budget assainissement collectif en section d'investissement, en prélevant sur les crédits sur les dépenses imprévues, comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2022 + DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
F/D	Article 022 DEPENSES IMPREVUES	19 263,63 €	- 15 000 €	4 263,63 €
F/D	Article 023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	205 844,37 €	+ 15 000 €	220 844,37 €
I/R	Article 021 VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	205 844,37 €	+ 15 000 €	220 844,37 €
I/D	Article 1641 EMPRUNTS EN €	267 000 €	+ 15 000 €	282 000 €

**DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°3 BUDGET ANNEXE COLLECTE (205.13) INSUFFISANCE DE CREDITS EN DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CHAPITRE 012**

Des crédits complémentaires sont nécessaires Article 64111 « Rémunération principale » pour effectuer les derniers mandats de fin d'année 2022 au Chapitre 012.

Aussi, il a été décidé de procéder à une décision modificative sur le budget annexe collecte en section de fonctionnement, en prenant les crédits sur les dépenses imprévues :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2022 + DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
F/D	022 - Dépenses imprévues	39.000 €	- 15 000 €	24.000 €
F/D	64111 Rémunération Principale - Chapitre 012	470.000 €	+ 15 000 €	485.000 €

## MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS - EMPLOI DE CHARGE DE MISSION ECO-TRANSITION

Vu le Code Général de la Fonction Publique

Vu le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux, Compte-tenu des besoins des services de la Collectivité,

Considérant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant et qu'il appartient au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services,

Vu l'avis du comité technique,

Il a été décidé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 de modifier l'emploi de chargé de mission éco-transition à temps complet (35h hebdo) créé initialement sur le cadre d'emploi des techniciens territoriaux (catégorie B – filière technique) par délibération du 29 juin 2022 en permettant le recrutement sur le cadre d'emploi des attachés territoriaux (catégorie A – filière administrative).

De charger M. le Président de recruter l'agent qui sera affecté à cet emploi, de mettre en œuvre la procédure nécessaire au recrutement et de signer toutes les pièces et documents s'y rapportant.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant à l'emploi sera inscrit au budget.

De charger M. le Président de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

L'emploi ci-dessus sera susceptible d'être pourvu par un agent contractuel en application des dispositions de l'article L332-8 du Code Général de la Fonction Publique qui autorise le recrutement d'un agent contractuel (toute catégorie) lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code.

L'agent sera ainsi recruté par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le niveau de rémunération de l'agent contractuel sera défini sur la base de la grille indiciaire de la fonction publique territoriale correspondant au grade de recrutement.



## QUESTIONS DIVERSES

M. Dominique COQUET, Vice-Président en charge de l'Environnement, de la GEMAPI et de l'Eau rappelle aux membres du Conseil Communautaire de la tenue d'un ciné-débat au Cinéma LE REGENCY de Saint Pol sur Ternoise qui aura lieu le 6 mars prochain à 20h15, autour d'un documentaire « Paysans, du ciel à la terre » réalisé par Hervé PAYEN. Ce documentaire est une interpellation sur les effets du ruissellement et des coulées de boues. Ce documentaire a bénéficié d'une subvention du SYMCEA.

M. BRIDOUX rappelle également les prochains évènements de l'agenda culturel de TernoisCom.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h35.

Le Président,



M. BRIDOUX

